

ENSEEIH
Droit de l'Informatique et des Réseaux
Examen – Lundi 30 janvier 2023
Durée 1 heure

Aucun document n'est autorisé

Nom :

Prénom :

EXERCICE N° 1 : QCM (9 POINTS)

Entourez la ou les bonne(s) réponse(s).

Barème :

Bonne réponse : + 1 point

Mauvaise réponse : - 0,5 point

Absence de réponse : 0 point

1 – Le RGPD interdit la collecte des données dites sensibles, sauf exceptions. Parmi les hypothèses suivantes, laquelle (lesquelles) permet(tent) de collecter des données sensibles ?

- a : L'intérêt manifeste et urgent de la personne à l'origine du traitement
- b : La lutte contre le terrorisme
- c : La sauvegarde de la vie de la personne
- d : Les données ont été rendues publiques par la personne concernée

2 - Depuis l'arrêt rendu par la CJUE du 23 mars 2010, Google Adwords, quel doit être le rôle de l'acteur du Web 2.0 afin qu'il soit qualifié d'hébergeur ?

- a : Il doit avoir un rôle passif et continu
- b : Il doit avoir un rôle passif et neutre
- c : Il doit avoir un rôle passif et légal
- d : Il doit avoir un rôle passif et rapide

3 - Parmi ces principes, lequel n'est pas requis lors de la création d'un traitement de données à caractère personnel ?

- a : Le principe de loyauté dans la collecte des données
- b : Le principe de licéité du traitement
- c : Le principe de responsabilité du traitement
- d : Le principe de finalité du traitement

4 - Parmi les critères qui suivent, quel est celui nécessaire à la protection d'une œuvre par le droit d'auteur diffusé sur l'Internet ?

- a : Un dépôt auprès de l'INPI
- b : L'existence d'une œuvre originale
- c : L'existence d'une invention
- d : Le paiement d'une redevance annuelle

5 - En cas de contrefaçon d'une marque sur une *market place* pour un préjudice estimé à 400.000 euros, quelle(s) est (sont) la (les) juridiction(s) pouvant être compétente(s) ?

- a : Le tribunal de police
- b : Le tribunal judiciaire
- c : La cour d'assises
- d : Le tribunal correctionnel

6 - Quels droits sont offerts aux personnes dans le cadre du RGPD ?

- a : Le droit à l'oubli
- b : Le droit à la paternité
- c : Le droit moral d'auteur
- d : Le droit au déréférencement

7 - Le transfert des données à caractère personnel est-il autorisé ?

- a : Oui dans un pays membre de l'UE sans condition
- b : Oui dans un pays membre de l'UE sous condition
- c : Non, elles doivent être hébergées en France
- d : Non, tout transfert est systématiquement interdit

8 - Quelle est la définition de la donnée à caractère personnel ?

- a : Toute information se rapportant à une personne physique ou morale, identifiée ou identifiable
- b : Toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable
- c : Toute information se rapportant à une personne physique identifiée
- d : Toute information se rapportant à une personne morale identifiable

9 - Parmi les éléments suivants, lesquels sont interdits de collecte, sauf exceptions, dans le cadre d'un traitement de données à caractère personnel ?

- a : L'origine ethnique de la personne
- b : L'opinion syndicale de la personne
- c : L'âge de la personne
- d : Le poids et la taille de la personne

EXERCICE N° 2 : QUESTIONS DE COURS (11 POINTS)

1 - citez et expliquez les deux obligations mises à la charge des fournisseurs d'accès à l'Internet (2 points)

2 - La responsabilité de l'hébergeur découle de sa connaissance du caractère illicite des données stockées. La Loi pour la Confiance dans l'Economie Numérique (LCEN) pose une présomption simple de connaissance des faits litigieux dès lors que six éléments lui ont été notifiés. Citez et expliquez ces éléments. (3 points)

3 - En matière d'atteintes à un STAD, le tribunal peut prononcer des peines complémentaires. Citez-en trois. (3 points).

4 - Expliquez les systèmes de l'opt-in et de l'opt-out en matière de spamming (3 points)
